

7. Conclusions et perspectives

Aucune politique – aussi ingénieuse soit-elle – n’a de chances de succès si elle naît dans l’esprit de quelques-uns et n’est portée dans le cœur de personne.

H. Kissinger

Une politique forestière nationale fournit une base pour la gestion durable des forêts. Elle guide les décisions présentes et futures, détermine les actions et donne une direction sur une période de temps donnée. En théorie, une politique forestière nationale – adoptée par le gouvernement – est une vision partagée des forêts et des arbres et de leur utilisation, négociée par le gouvernement et les parties prenantes.

De nombreux pays élaborent ou révisent leurs politiques forestières de façon à suivre l’évolution des circonstances et mettre l’accent sur la valeur que représentent les forêts pour la la société. Les pays ayant émis des énoncés de politique forestière dans les années 2000 ont été presque deux fois plus nombreux que dans les années 90 (FAO, 2010). Chaque année, ce nombre a décuplé en moyenne. De nombreux enseignements ont été tirés des expériences de ces pays.

Les pays qui identifient et saisissent les occasions d’adapter leurs politiques forestières aux nouvelles réalités peuvent profiter des avantages qui ne sont pas offerts à d’autres. Pour réussir, les politiques forestières doivent aller de pair avec les mutations mondiales accélérées; prévoir les événements à venir sur une période de 10 ans ou davantage; affronter les questions clés intéressant la société dans le cadre du programme élargi et à plus long terme du développement national; et être fondées sur des informations fiables.

À maints titres, le triple défi de la sécurité alimentaire, de la sécurité énergétique et de la sécurité climatique ouvre des possibilités à une panoplie de solutions forestières visant à réaliser une économie «verte» durable. Cependant, les administrations forestières ne pourront relever les défis ou profiter pleinement des opportunités émergentes si elles n’adoptent pas une perspective élargie des questions de l’utilisation des terres et de la gestion des ressources naturelles, et si elles n’impliquent pas toutes les parties prenantes pertinentes.

Une leçon clé pour une politique réussie consisterait à donner autant d’importance au processus (comment, pourquoi et par qui il a été élaboré) qu’à sa teneur. Un processus inclusif qui crée un sentiment d’appartenance et de responsabilité à l’égard d’une mise en œuvre concertée a de bonnes probabilités de succès, mais il n’est pas simple et risque de provoquer des conflits, de prendre plus de temps et de coûter davantage. Cependant, sans le ralliement de toutes les parties prenantes, les énoncés de politique les plus fiables techniquement sont rapidement oubliés. De même, la meilleure politique forestière n’a guère d’utilité

si elle n'est pas suivie d'actions concrètes, ajustée le cas échéant et soutenue par des arrangements institutionnels et une législation efficaces.

Étant donné l'importance fondamentale de surveiller, réviser et amender la politique forestière nationale pour aller de pair avec les nouvelles attentes de la société et répondre à de nouvelles exigences, y compris celles inhérentes aux engagements internationaux, un processus ou une plateforme permanente de dialogue entre les parties prenantes est essentiel pour assurer l'efficacité à long terme. Ce mécanisme permet une adaptation continue et la gestion éclairée de la politique et de sa mise en œuvre. Il facilite aussi la coordination d'initiatives forestières nouvelles et émergentes et promeut l'intégration accrue des questions forestières dans tous les secteurs. De telle façon, la politique forestière reste pertinente et fournit une orientation précieuse.